

qui lui assureraient un avantage local numérique suffisant pour lui laisser entrevoir un certain succès tactique limité, mais il semble que ni l'une ni l'autre partie n'aurait la force globale voulue pour lui assurer la victoire. Les conséquences pour l'agresseur seraient imprévisibles, et les risques, surtout d'une escalade nucléaire, seraient incalculables.(12:8-9)

Le Comité se dit convaincu par ces arguments. Il souligne également les sommes importantes consacrées au maintien de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest en Europe — qui dépassent largement 50 p. 100 de toutes les dépenses militaires dans le monde.(12:11) Pour de nombreuses instances, cela est une raison suffisante pour rechercher le changement et étudier les possibilités de réduction.

Développements récents en matière de contrôle des armements conventionnels

La perspective de réductions importantes des forces et armements conventionnels en Europe n'a jamais paru si prometteuse. L'attention récente portée aux armements conventionnels ne surprend aucunement. Roger Hill fait remarquer que de nombreux chefs d'état d'Europe de l'Ouest expriment leurs préoccupations face au fait que "si cet équilibre [nucléaire] est davantage réduit, l'OTAN se retrouvera à la merci du Pacte de Varsovie en raison de la supériorité des forces conventionnelles de ce dernier".(12:12) Le défi non équivoque est d'atteindre un équilibre satisfaisant des forces conventionnelles en Europe.

Les réductions des forces conventionnelles en Europe font l'objet de pourparlers depuis 1973 dans le cadre des négociations sur les Réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR). Ces négociations n'ont jusqu'ici abouti à aucune solution, mais on a achevé un grand nombre de travaux préliminaires. Le premier signe que l'Union soviétique était prête à abandonner la position de négociation rigide qu'elle favorisait dans le cadre du MBFR s'est révélé au début de 1986, lorsque Gorbatchev a suggéré une vaste gamme de mesures de vérification des accords sur le contrôle des armements, y compris des inspections sur place. Plus tard, dans un discours qu'il a prononcé à Berlin Est en avril 1986, le leader soviétique proposait de nouvelles négociations visant des réductions considérables des armements conventionnels et des forces «depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural», ce qui constitue un territoire beaucoup plus vaste que n'avaient couvert les pourparlers du MBFR jusque là, et qui inclut quelque 1 000 kilomètres de territoire soviétique. Cette proposition a été élaborée par le Pacte de Varsovie dans l'Appel de Budapest du 11 juin 1986, qui renfermait un échéancier des réductions.

Après avoir soigneusement étudié la question, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN ont répondu à cette volée de nouvelles propositions en publiant la Déclaration de Bruxelles le 11 décembre 1986, qui signalait la volonté des pays de l'Ouest de discuter des moyens d'assurer une meilleure stabilité des forces conventionnelles partout en Europe. La déclaration souligne le déséquilibre et l'asymétrie entre les forces de l'Est et celles de l'Ouest